

Formation continue : la mise au pas des enseignant-es est affirmée !

Comme toute notre société, l'école aura été violemment bousculée ces derniers mois. Pendant le confinement et le déconfinement, il n'y aura pas eu de continuité pédagogique au sens de la poursuite des apprentissages, mais des efforts immenses de tous les personnels. Et c'est bien souvent seuls que nos collègues ont dû inventer des solutions. C'est seuls, devant des applications méconnues jusque-là qu'ils ont dû prendre le temps de les apprivoiser, de les tester, de les expérimenter, de les adapter pour les proposer à leurs élèves. L'école à la maison du CNED, brandie comme seul outil pour la mise en place de la "continuité pédagogique" par le Ministre, n'a été utilisée que par 28% de nos collègues ! C'est ce que révèle notamment l'enquête Harris pour le SNUipp-FSU sur le vécu des enseignant-es durant le confinement. 96% des collègues interrogé-es affirment s'être constitué des ressources par leurs propres moyens. Pour mettre en place cette école à distance, pour penser ce lien inédit, il a fallu tout apprendre sur le tas. 84% des collègues interrogé-es estiment s'être auto-formés en ligne, c'est ainsi que le temps long octroyé par le confinement a été utilisé, entre autres. Pour autant, les professeur-es des écoles sont 95% à réclamer une meilleure formation continue. Car dans ce contexte de crise sanitaire, plus que jamais, il aura été montré la nécessité du collectif dans le processus d'apprentissage des élèves, comme dans le processus de construction des apprentissages pensé par les enseignant-es. La formation en ligne seule, ne constitue pas un véritable levier dans l'évolution voire la remise en cause des pratiques pédagogiques. Les enseignant-es demandent de la confrontation, du débat, de l'échange dans le cadre d'un travail collectif, d'un travail d'équipe.

Mais loin de répondre aux attentes des professeur-es des écoles, le Ministre nous impose un nouveau cadre de formation continue des enseignant-es du primaire. Après les mathématiques, l'accent est mis cette année sur le français, renforçant le poids des fondamentaux. Les évaluations nationales standardisées sont mises au cœur du dispositif. L'analyse des besoins et la constitution des groupes désormais appelés constellations, se fait donc à la lumière des résultats aux évaluations nationales... Pourtant, ces évaluations sont plus que controversées et très contestées par la profession. Nos collègues ne s'y plient qu'à regret et de peur d'être sanctionné-es, soyons-en certain-es... Elles sont décriées notamment parce que très orientées. Nous avons donc au final un plan de formation dit à l'esprit "horizontal", au plus près du terrain mais qui s'appuie en fait sur un dispositif vertical. La mise sous tutelle hiérarchique des enseignant-es comme des formateurs et formatrices, est donc affirmée.

Ce plan français qui a également des répercussions sur l'utilisation des 18 heures d'animations pédagogiques, interroge sur les modalités pratiques de mise en œuvre

notamment sur le temps de vacances, et sur les éventuelles incidences sur le droit à participer aux réunions d'information syndicale...

Pour le SNUipp-FSU, la formation continue doit contribuer à la lutte contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire. Elle ne peut en aucun cas se confondre avec l'accompagnement des réformes relevant le plus souvent du formatage. Toutes les recherches montrent que les formations informatives et/ou modélisantes n'apportent rien. Les seules actions de formation continue efficaces sont des formations-action, réflexives, définies à partir des besoins, de la demande et non à partir d'offres pré-établies, purement institutionnelles.

Sur le plan des contenus, la centration sur « les fondamentaux » ne permettra pas un enseignement satisfaisant de l'ensemble des programmes; compromettant ainsi la démocratisation de la réussite. Et dans la mesure où les collègues attendent autre chose d'une formation continue, et les directives ministérielles ne répondant pas aux besoins du terrain, le SNUipp-FSU demande a minima, que lors de ces formations, les attentes des enseignant-es soient prises en compte.

Pour ce qui est de la formation initiale, malgré la crise sanitaire, le Ministre a poursuivi, voire accéléré la réforme de la formation des enseignant-es et ce qui est annoncé n'est pas sans nous inquiéter :

- Une formation centrée sur les « fondamentaux »,
- des étudiant-es contractuel-les qui seraient en responsabilité de classe à raison d'un tiers-temps hebdomadaire dès le M1 cela ressemble surtout au recours à une main d'œuvre bon marché,
- le recul d'un an de la place du concours qui ne va qu'accroître le manque d'attractivité de notre métier car combien d'étudiants vont vouloir financer 5 années d'études sans avoir la garantie d'être recruté-e à la fin ?

C'est un tout autre projet que porte le SNUipp-FSU pour la formation initiale. Le syndicat revendique des pré-recrutements dès la L1 et à tous les niveaux du cursus, un concours placé en fin de L3 suivi d'une formation initiale professionnelle de deux ans, rémunérée, sous statut de fonctionnaire stagiaire et validée par un master. Des stages qui doivent s'inscrire dans une logique de formation pleinement articulée à l'INSPE et inclure des temps de préparation et d'analyse de pratiques permettant de découvrir tous les cycles. Des stages de longue durée (stages massés) qui permettraient aux fonctionnaires stagiaires de découvrir l'ensemble des cycles et qui répondraient aux attentes de nos collègues qui pouvaient partir plusieurs semaines en formation continue car ils donnaient le temps nécessaire pour acquérir une réflexivité sur les pratiques tout en réactualisant les connaissances sur les apprentissages des élèves. Le SNUipp-FSU réclame enfin une première année de titulaire à mi-temps en classe qui permettrait de construire des compléments didactiques et disciplinaires, pour s'exposer à l'analyse de pratique. Ainsi que la poursuite de la formation initiale en T2.